

Pas suspendue, la réforme des retraites sera remise en chantier

« Un “conclave” sur la réforme des retraites à l’issue incertaine », titre **Le Figaro** alors que le Premier ministre va réunir une « délégation permanente » avec les partenaires sociaux, laquelle aura trois mois pour proposer une modification du texte. Le quotidien rappelle que depuis plusieurs semaines, Astrid Panosyan-Bouvet, répète à l’envi que les choses peuvent être améliorées sur la pénibilité, les seniors ou les carrières des femmes. Dès ce vendredi, les partenaires sociaux seront donc réunis en « conclave » et auront trois mois après la publication du rapport de la Cour des comptes pour « travailler autour de la même table ». La bataille sera évidemment rude entre le patronat et les syndicats et les partenaires sociaux doivent trouver environ 15 milliards de financement. Dans le cas contraire, « c’est la réforme actuelle qui continuerait à s’appliquer ». Parmi les organisations syndicales, les pistes dessinées par le premier ministre ne donnent pas pleinement satisfaction. Sans surprise, la CGT est particulièrement remontée, jugeant que la déclaration n’est « pas à la hauteur ». « Le passage sur la réforme des retraites a débuté par un chantage à la dette », pointe Denis Gravouil, qui voit le patronat « en position de force », et pointe une « négociation pipée ». François Hommeril (CFE-CGC) ajoute que « c’est toute la réflexion sur l’équilibre financier du régime qui est pipée ». De surcroît, la mission flash que François Bayrou veut confier à la Cour des comptes pour permettre à tout le monde de partir d’un constat commun semble déjà avoir du plomb dans l’aile. Même la CFDT, qui se dit certes « satisfaite » des signes d’ouverture lancés, prévient que « le diagnostic ne convient pas », alerte Yvan Ricordeau. Pour autant, à l’heure actuelle, aucune organisation ne songe à boycotter le « conclave ». Au milieu des critiques, la CFTC se veut, elle, résolument optimiste. « Je veux croire qu’on sera capable de trouver un accord sur les retraites », pointe Cyril Chabanier. (Le Figaro, p.4)

« Les syndicats prêts à avancer sur les retraites », titre **Le Parisien** qui relaie également la position du patronat : Eric Chevée (CPME) salue la méthode employée mais se présentera aux négociations avec une ligne rouge : « Pas d’augmentation des cotisations pour financer les retraites actuelles ou l’abaissement de l’âge de départ. » « L’objectif est l’équilibre du système, la préservation des finances publiques et des générations futures », ajoute-t-il, misant sur l’esprit de responsabilité des partenaires sociaux en citant la gestion paritaire de l’Agirc-Arrco. « L’impératif d’équilibre financier pour correspond à notre conviction », abonde-t-on au Medef. (Le Parisien, p.6)

« Retraites : et si on passait à 65 ans ? », titre **Les Echos** pour l’éditorial de Une d’Etienne Lefebvre, lequel juge un accord très peu probable, ou alors à la marge. Car en réalité, c’est un passage aux 65 ans, a minima, qui serait nécessaire, et non un retour en arrière, écrit l’éditorialiste pour lequel seule la mise à contribution, justifiée, des retraités pourrait apporter des marges de manœuvre, mais qui en aura le courage politique ? (Les Echos, p.1)